

RAPPORT DE RÉSULTATS

Le risque des élus et le bilan du mandat actuel

NOVEMBRE 2019



INFOPRO
digital
études

LE COURRIER
DES MAIRES
et des élus locaux

LA MUTUELLE D'ASSURANCE DES TERRITOIRES







SOMMAIRE

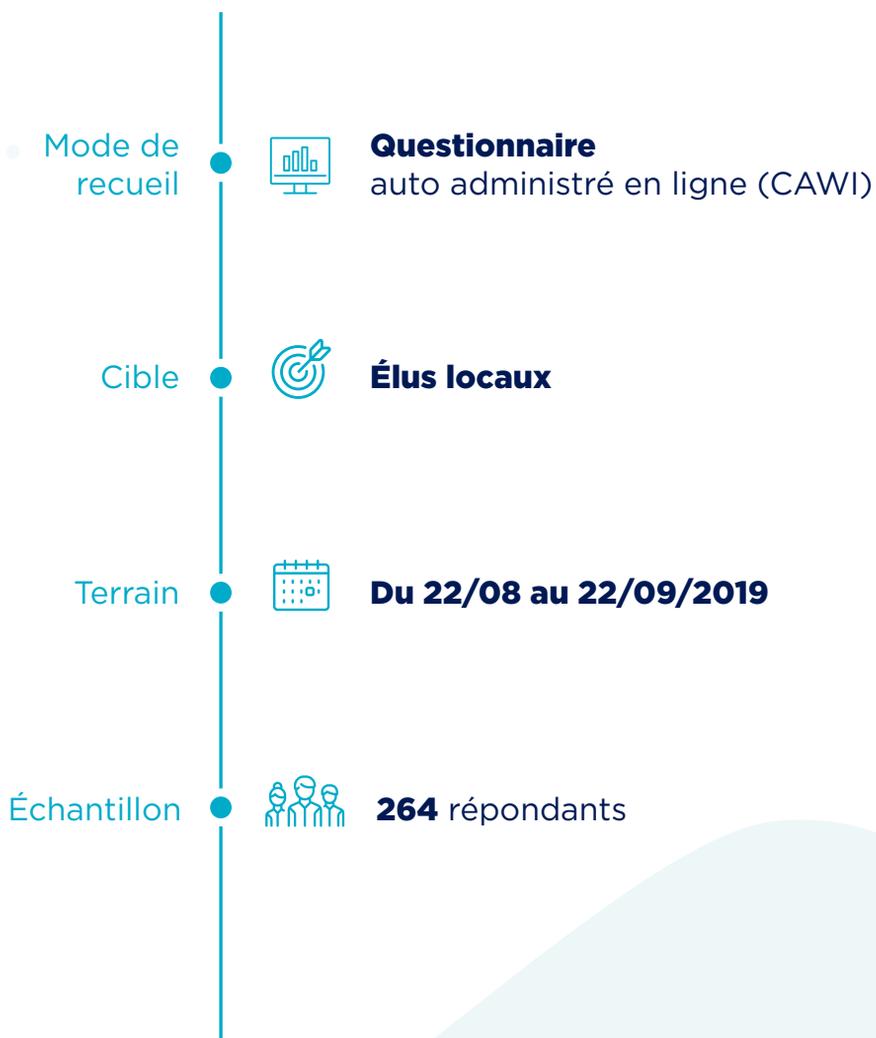
Fiche technique	P4
Analyse	P6
Échantillon	P18
Résultats - partie 1	P25
Résultats - partie 2	P42
Résultats - partie 3	P56
Annexes	P63



FICHE TECHNIQUE



Méthodologie de l'étude



ANALYSE



Champ vaste et évolutif, les risques liés au mandat sont une des préoccupations majeures des élus, tout comme leurs responsabilités mises à l'épreuve au quotidien. SMACL Assurances, en partenariat avec Infopro digital études et le Courrier des Maires, a réalisé une étude pour mieux appréhender la perception des élus vis-à-vis de leurs risques et responsabilités, et dresser un premier bilan de leur mandat. Une étude qui montre également les premières tendances d'engagement pour la nouvelle campagne des élections municipales 2020.

La mise en cause de leur responsabilité, principale difficulté perçue par les élus

À la question « **À quels risques vous êtes-vous retrouvé confronté dans le cadre de votre mandat ?** », **les risques de responsabilité (64%) et les risques d'agression (41%) arrivent en tête du classement.** Ces deux risques sont encore plus prégnants pour les élus ruraux dans les communes de moins de 2 500 habitants avec des résultats qui atteignent respectivement 81% et 53%.

Des résultats possiblement influencés par la période puisque cette enquête a débuté en août, au moment où de nombreux maires ont témoigné d'une certaine insécurité dans leur mission.

Suivent **les risques de réputation (31%), les risques liés à la perte de revenus (27%), les risques d'accidents (10%) et les risques d'atteinte aux biens (8%).** L'écart de quasiment 20 points entre le risque d'atteinte aux biens et de perte de revenus peut surprendre.

Les élus semblent plus sensibles aux pertes de revenus liées par exemple à une interruption temporaire d'activité qu'à un engagement de leurs biens propres en cas de mise en cause personnelle.

Près de 9 élus sur 10 ont été confrontés à au moins un risque au cours du mandat actuel

Des élus soutenus par leur association des maires et leur avocat

En cas de difficulté qu'elle soit en lien avec un administré, d'ordre environnemental, avec une entreprise ou une association... les élus interrogés indiquent se référer en majorité à leur association des maires ou à leurs avocats dans des proportions égales à 36%.

Les services de l'État sont consultés à 33% pour des compétences propres aux préfectures.

**Près de 8 élus sur 10
ont été confrontés à
une difficulté avec un
administré**

Un chiffre qui revêt un caractère d'autant plus important que 30% des élus estiment que le risque juridique représente un frein à leur candidature aux élections municipales de 2020.

LES PRINCIPAUX MOTIFS DE CONSULTATION :



**Événement d'ordre
environnemental**



**Catastrophe
naturelle**



**Manifestation
publique**

Les sites d'information juridique (25%) et les ouvrages spécialisés (16%) viennent ensuite, un réel intérêt pour ces différents outils, qui permettent de trouver les premières réponses aux conflits du quotidien (avec un administré, une entreprise, un autre élu...).

Les demandes de conseil à son assureur, que ce soit dans le cadre du contrat de la collectivité (21%), du contrat de protection juridique (15%) ou de son contrat d'élu (12%) sont les moins citées.

Notons que 20% des répondants ne recourent à aucune des suggestions.

ANALYSE

Top 5 des événements auxquels les élus sont confrontés

#1



Difficulté avec un administré

79%

#2



Difficulté environnementale ou sanitaire

60%

#3



Difficulté avec une entreprise

47%

#4



Difficulté de force majeure de type catastrophe naturelle

45%

#5



Difficulté avec une association

43%

3 élus sur 5 ont été confrontés à une difficulté environnementale ou sanitaire au cours de ce mandat.

Assurance personnelle, une possible confusion ?

**Plus de 6 élus sur 10
ont souscrit un contrat
d'assurance personnelle**



Un chiffre qui monte à
plus de 9 élus sur 10 dans
les collectivités de moins
de 2 500 habitants

LES ÉLUS RURAUX S'ESTIMENT QUASIMENT TOUS COUVERTS

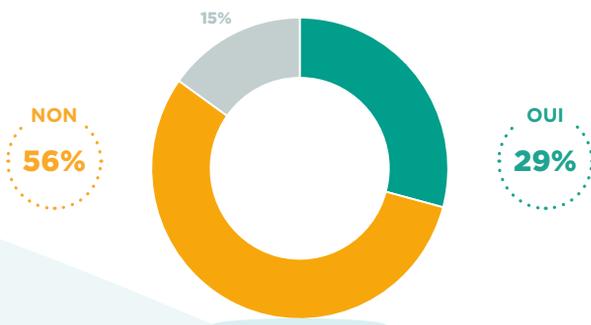
63% des répondants, et même 92% des élus ruraux, déclarent avoir souscrit une assurance personnelle pour les protéger des risques liés à leur mandat.

Un chiffre qui tombe à 51% pour les élus exerçant pour la première fois.

Les précédentes études menées par SMACL Assurances ne vont pas dans le sens de ces exceptionnels taux de couverture sur le plan national. L'explication pourrait venir de la confusion entre les notions de protection fonctionnelle et d'assurance personnelle (cf. page suivante). Un constat renforcé par une vision erronée des conséquences de certaines sanctions à leur encontre. La majorité des élus semblent ne pas avoir conscience qu'ils peuvent engager leur patrimoine personnel en cas de faute personnelle dans le cadre de leur fonction d'élu puisque moins de 30% répondent oui à cette question. Une situation qui peut pourtant devenir une réalité quand l'élu est condamné à une amende pour une faute détachable de ses fonctions.

**Pensez-vous que les maires
peuvent être responsables sur
leur patrimoine dans certains
cas de dysfonctionnement de la
collectivité ?**

- Oui
- Non
- Ne sait pas, ne se prononce pas



Assurance personnelle, une possible confusion ?

PROTECTION FONCTIONNELLE

Elle correspond à l'obligation par la collectivité d'accorder sa protection à ses élus et agents, mis en cause, atteints dans leur intégrité physique ou leur sécurité dans l'exercice de leurs fonctions, ou poursuivis pénalement pour des faits n'ayant pas le caractère d'une faute personnelle.



ASSURANCE PERSONNELLE

Elle intervient quand la protection fonctionnelle est refusée car la faute est considérée comme détachable des fonctions. L'assurance personnelle de l'élu couvre les conséquences pécuniaires des sanctions qu'il peut encourir à la suite d'une faute personnelle commise dans le cadre de sa fonction et les frais de défense dans l'hypothèse d'une mise en cause personnelle devant le juge pénal.

Le contrat responsabilité civile de la collectivité ne couvre pas l'assurance personnelle de l'élu. L'assurance personnelle de l'élu n'entre pas dans le champ des marchés publics, elle est souscrite non par la collectivité locale mais directement par l'élu sur ses deniers personnels.

Les accidents des usagers, un motif prégnant et rémanent de mise en cause personnelle

MOTIFS DE POURSUITES LES PLUS FRÉQUENTS

#1

Accidents
des usagers

71%

#2

Conflits
d'intérêt

71%

#3

Accidents
des agents

57%

Les maires sont conscients de pouvoir être mis en cause pour des accidents dont peuvent être victimes les usagers, 39% des répondants citent ce motif en premier, tout comme pour des accidents dont peuvent être victimes les agents. Pourtant ces motifs relèvent de la responsabilité de la collectivité, exception faite d'une intention de nuire manifeste de la part de l' élu ce qui est rarement le cas comme le confirme chaque année le rapport annuel de l'Observatoire SMACL.

Les élus citent pour 71% d'entre eux, les conflits d'intérêt et autre manquement au devoir de probité (33% citent ce motif en premier).

LA DIFFAMATION ARRIVE EN 4^E POSITION

Ils sont également conscients que leur responsabilité personnelle peut être recherchée pour la tenue de propos diffamatoires (50% des répondants), pour des faux en écriture (14%), pour des faits de harcèlement (18%).

La charte de l' élu local, connue au moins de nom

Plus d'un tiers des élus connaissent bien la charte de l' élu local.

Nouveauté de ces élections municipales : dans les communes de plus de 1 000 habitants, lors de la première réunion du conseil municipal, immédiatement après l' élection du maire et des adjoints, le nouveau maire devra donner lecture de la charte de l' élu local.



L' Observatoire SMACL, un outil connu et reconnu

À la question « Quels outils connaissez-vous pour faire face à des risques juridiques ? », le site internet de Légifrance semble le plus légitime, il est cité par 60% des élus. Les revues juridiques (32%) et les sites d' information liés au contrat d' assurance (27%) sont ensuite cités.

**1 élu sur 5 connaît
l' Observatoire SMACL
et le reconnaît comme un outil pour faire
face aux risques juridiques**

Les travaux de l' Observatoire SMACL des risques juridiques de la vie territoriale et associative sont cités par 20% des répondants.

Depuis plus de 20 ans, l' Observatoire SMACL analyse la réalité du risque pénal des élus locaux et constitue à ce titre un centre de ressources inédit pour le monde territorial. Sa journée d' étude annuelle, les articles de son site **observatoire-collectivites.org** ou encore ses guides pratiques sont autant de moyens d' appréhender les risques des élus locaux et des agents territoriaux.

Un bilan positif... malgré tout

Croissance du risque juridique, montée de la violence, dégradation de la qualité des services publics, aggravation de la fracture territoriale, manque de ressources... des réalités exacerbées qui laisseraient craindre une crise de vocation avec des élus à bout de souffle.

83% des élus municipaux font un bilan positif de leur mandat

Et pourtant, 16% jugent leur mandat très positif.

Cependant, à la lecture des thèmes proposés 19% retiennent le manque de moyens financiers, pour 10% c'est le développement des intercommunalités qui laisse un bilan plus contrasté, et la même proportion déplore la propension au consumérisme des administrés.

1 élu sur 10 cite spontanément une hausse des exigences des citoyens lorsqu'il leur est demandé de faire le bilan du mandat.

POUR AUTANT,

42% des répondants pensent se représenter

23% hésitent encore...

ANALYSE

Un bilan positif... malgré tout

PRINCIPALES RAISONS QUI MOTIVENT LES ÉLUS À SE REPRÉSENTER

#1

De nouveaux projets à mettre en œuvre pour leur commune

35%

#2

Des projets engagés à mener

34%

#3

Une fonction qui plaît

21%

Ceux qui ne souhaitent pas se représenter évoquent des raisons d'âge (53%), la volonté de laisser la place à une nouvelle équipe (43%), la recherche d'un meilleur équilibre vie personnelle/vie professionnelle (19%).

ANALYSE

Un bilan positif... malgré tout

SUJETS AU CŒUR DE LA PROCHAINE CAMPAGNE

#1



L'environnement

56%

#2



L'accès
au service public

40%

#3



La santé et l'accès
au médecin

30%

#4



Le logement
et le social

22%

#5



Les
transports

21%

ANALYSE

Créée par et pour les élus locaux et inspirée par les valeurs du mutualisme, SMACL Assurances est un assureur solidaire et engagé. Dédiée aux personnes morales et leader de l'assurance territoriale, la Mutuelle a développé une expertise sans équivalent, héritée de 40 années passées au service des territoires. Au fil des années, elle a construit une relation authentique avec ses sociétaires, faite de confiance, de responsabilité et d'écoute.

C'est donc tout naturellement qu'être aux côtés des élus constitue pour elle une priorité et qu'elle leur consacre plusieurs actions pour mieux servir leur vocation. **Parce qu'ils sont tous différents, accompagner les élus et leurs territoires est un défi quotidien** qui appelle une expertise pointue et nécessite une parfaite connaissance de leur réalité institutionnelle, économique et sociale. Son adaptabilité et son engagement pour la défense de l'intérêt général en font un partenaire incontournable.

À quelques mois des élections municipales, il semblait essentiel d'interroger les élus locaux sur la perception de leurs risques et leurs outils pour les maîtriser, en vue d'adapter si besoin, l'offre de protection personnelle de SMACL Assurances aux futurs maires.

Les réponses de cette étude sont riches d'enseignements.

Conscients de leurs risques, les élus doivent faire face à des responsabilités croissantes. Pour autant ils qualifient leur bilan de positif et sont prêts pour la moitié d'entre eux à se représenter pour mener à bien des projets structurants pour leur commune. Une belle preuve d'engagement...

Retrouvez l'intégralité des résultats de cette étude dans la deuxième partie de ce document.

Les chiffres de cette étude peuvent varier de 99% à 101% en raison des arrondis.

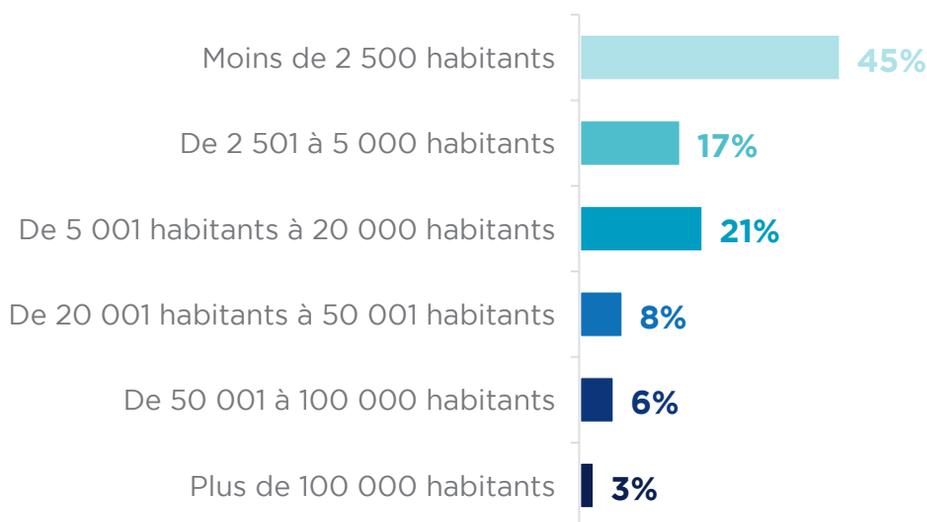
ÉCHANTILLON

Profil des répondants



Profil des répondants

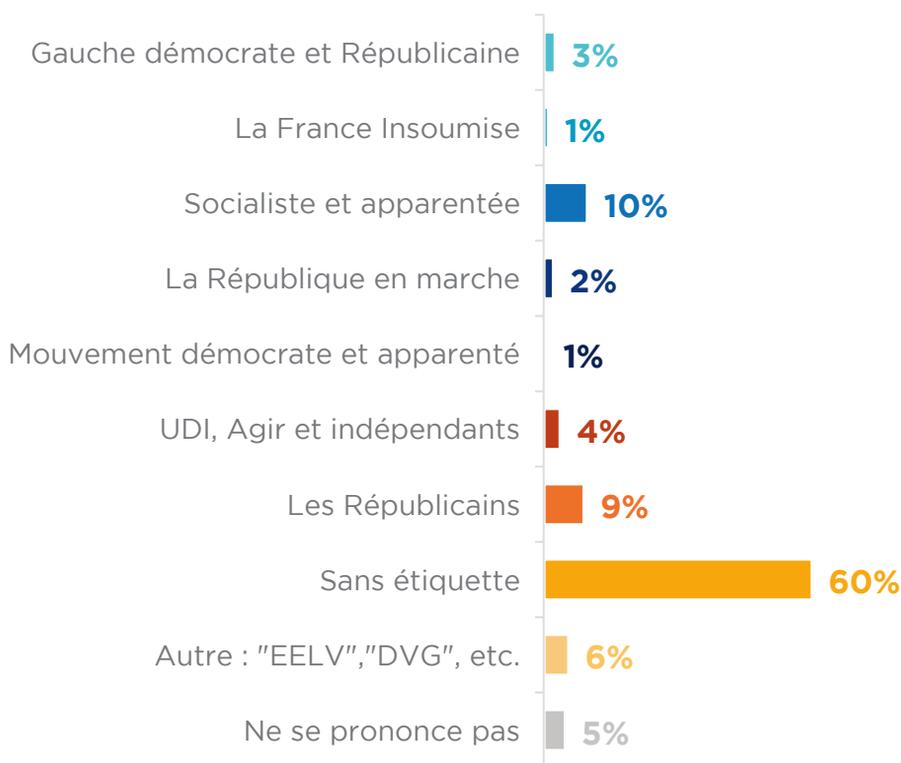
Taille collectivité



Ensemble (264)
Une seule réponse possible

Profil des répondants

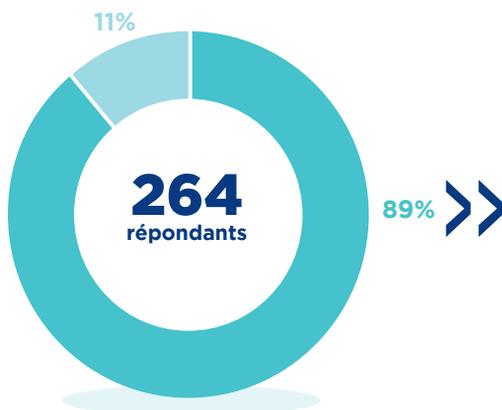
Étiquette politique



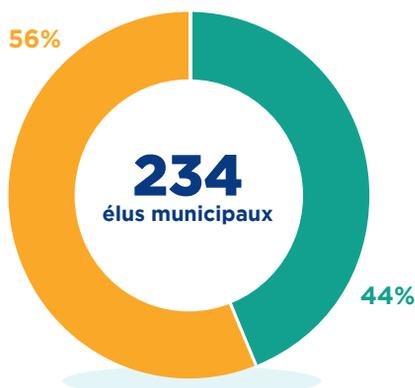
Ensemble (264)
Une seule réponse possible

Profil des répondants

Type de mandat



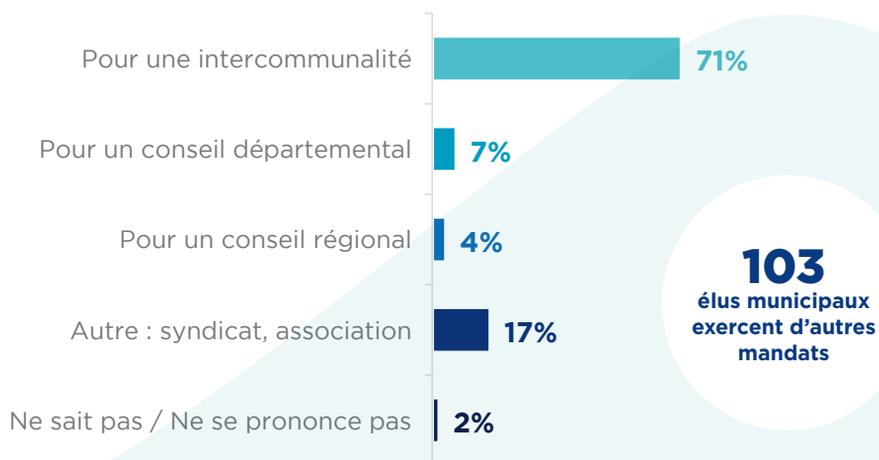
Autres mandats



Élu municipal
Élu de conseil départemental ou de conseil régional

Oui
Non

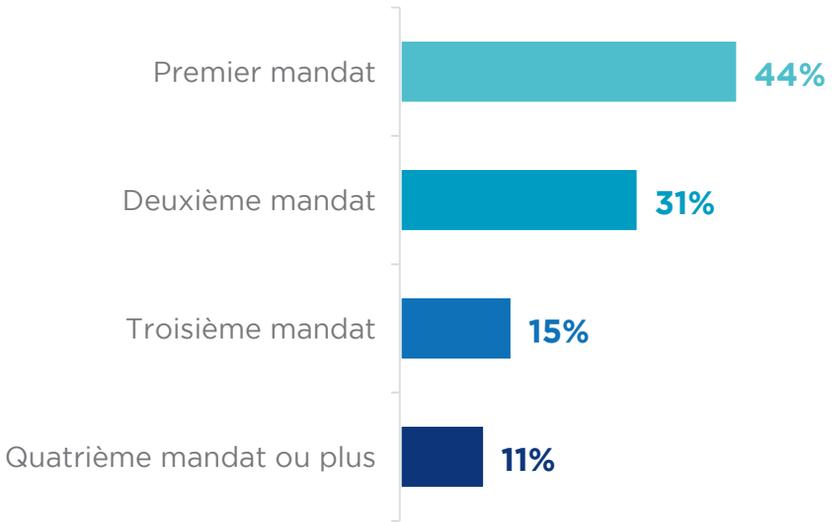
Type d'autres mandats



Une seule réponse possible

Profil des répondants

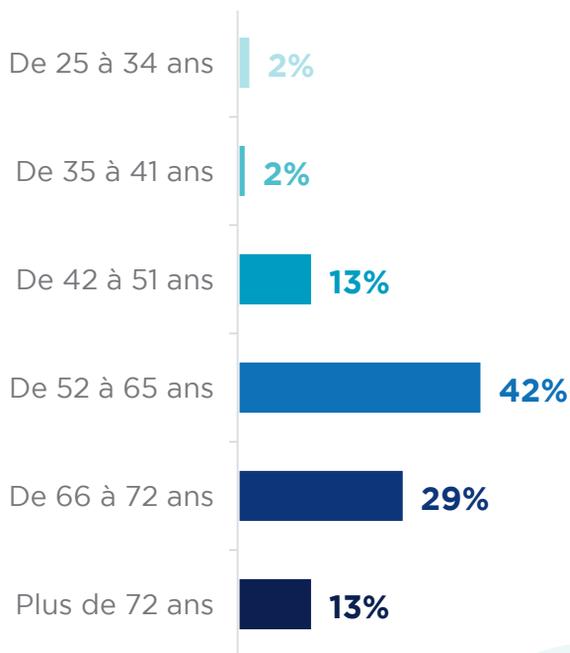
Ancienneté



Ensemble (264)
Une seule réponse possible

Profil des répondants

Âge

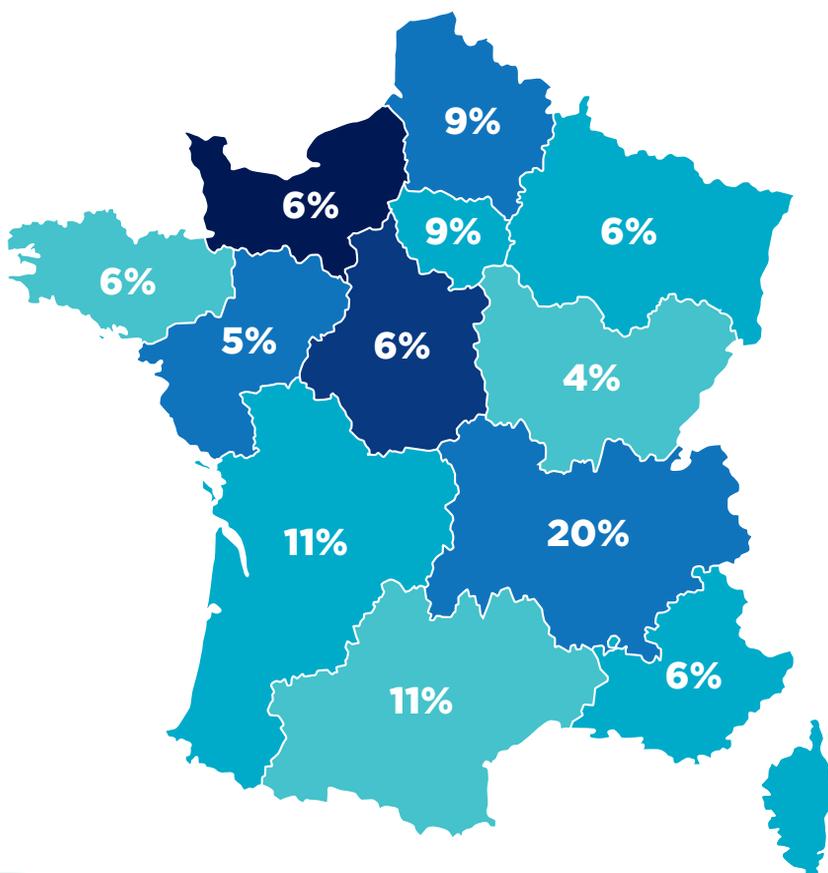


Ensemble (264)
Une seule réponse possible

ÉCHANTILLON

Profil des répondants

Répartition géographique



Ensemble (264)
Une seule réponse possible

RÉSULTATS - PARTIE 1

Les risques auxquels sont confrontés les élus



RÉSULTATS - PARTIE 1

Les risques auxquels les élus ont été confrontés

À quels risques vous êtes-vous retrouvé confronté dans le cadre de votre mandat ?

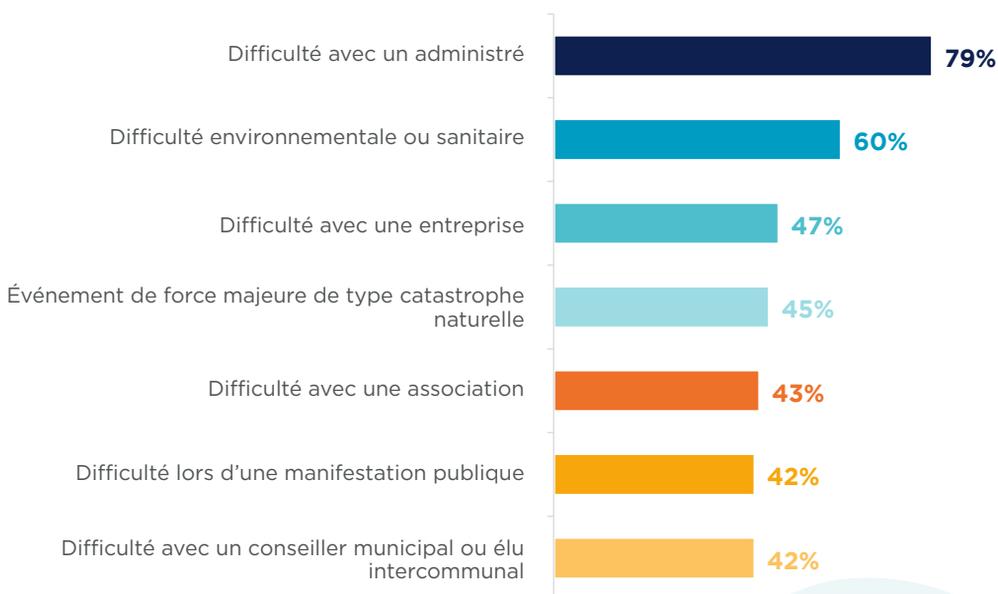


Ensemble (264)
Plusieurs réponses possibles
2,1 réponses en moyenne (hors ne sait pas / aucun)

RÉSULTATS - PARTIE 1

Les difficultés auxquelles les élus ont été confrontés

Quelles difficultés avez-vous rencontrées au cours de votre mandat ?



>> VOIR ANNEXES

Ensemble (264)
Plusieurs réponses possibles

RÉSULTATS - PARTIE 1

Les difficultés auxquelles les élus ont été confrontés

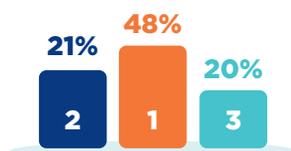
Lors des difficultés que vous avez rencontrées au cours de votre mandat, vous êtes-vous référé...

Difficulté avec un administré



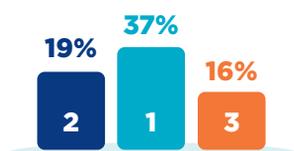
TOP 3

Difficulté environnementale ou sanitaire



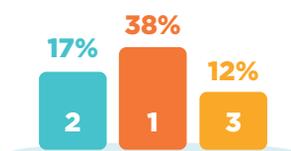
TOP 3

Difficulté avec une entreprise



TOP 3

Événement de force majeure de type catastrophe naturelle



TOP 3

Associations des maires
Avocats
Sites d'information juridique

Services de l'État
Contrat d'assurance de votre collectivité

RÉSULTATS - PARTIE 1

Les difficultés auxquelles les élus ont été confrontés

Lors des difficultés que vous avez rencontrées au cours de votre mandat, vous êtes-vous référé...

Difficulté avec une association



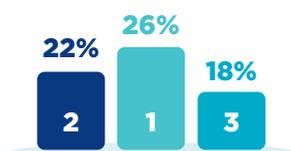
TOP 3

Difficulté lors d'une manifestation publique



TOP 3

Difficulté avec un conseiller municipal ou élu intercommunal



TOP 3

Associations des maires
Avocats
Sites d'information juridique

Services de l'État
Contrat d'assurance de votre collectivité

RÉSULTATS - PARTIE 1

Les sources juridiques auxquelles les élus se sont référés

Lors des difficultés que vous avez rencontrées au cours de votre mandat, vous êtes-vous référé...



Ensemble (264)
Plusieurs réponses possibles

RÉSULTATS - PARTIE 1

Les sources juridiques auxquelles les élus se sont référés

Lors des difficultés que vous avez rencontrées au cours de votre mandat, vous êtes-vous référé...

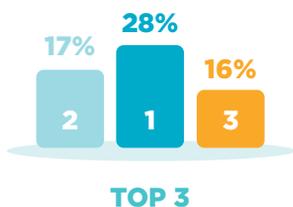
Aux associations de maires



À des avocats



Aux services de l'Etat



À des sites d'information juridique



- Difficulté avec un administré
- Difficulté avec une association
- Difficulté environnementale ou sanitaire
- Difficulté lors d'une manifestation publique
- Difficulté avec une entreprise
- Difficulté avec un conseiller ou un élu intercommunal
- Événement de force majeure de type catastrophe naturelle

RÉSULTATS - PARTIE 1

Les sources juridiques auxquelles les élus se sont référés

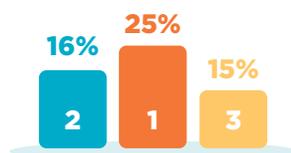
Lors des difficultés que vous avez rencontrées au cours de votre mandat, vous êtes-vous référé...

Au contrat d'assurance de la collectivité



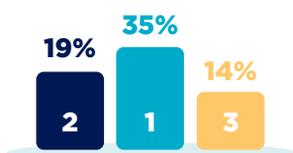
TOP 3

À des ouvrages juridiques



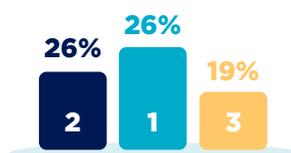
TOP 3

À votre contrat de protection juridique personnelle



TOP 3

À votre contrat d'élu

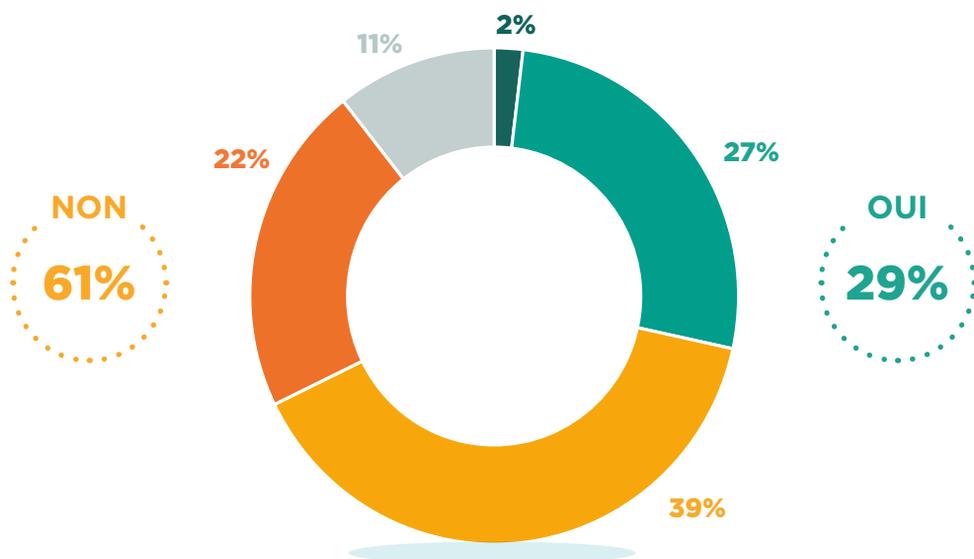


TOP 3

- Difficulté avec un administré
- Difficulté avec une association
- Difficulté environnementale ou sanitaire
- Difficulté lors d'une manifestation publique
- Difficulté avec une entreprise
- Difficulté avec un conseiller ou un élu intercommunal
- Événement de force majeure de type catastrophe naturelle

L'accompagnement juridique de l'État

Avez-vous le sentiment d'être suffisamment épaulé par les services de l'État sur le plan juridique ?

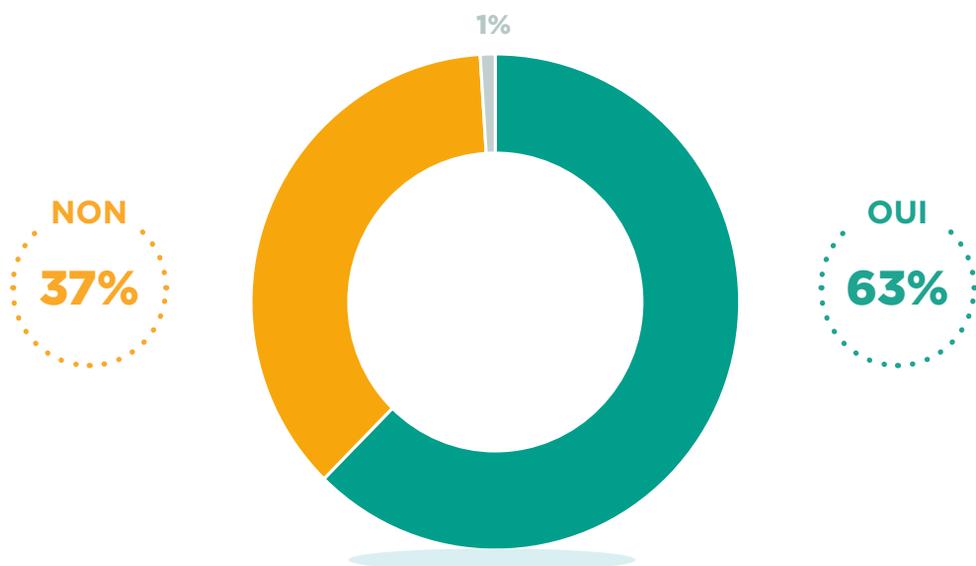


- Oui, tout à fait
- Oui, plutôt
- Non, plutôt pas
- Non, pas du tout
- Ne sait pas, ne se prononce pas

Ensemble (264)
Une seule réponse possible

La souscription et le recours à une assurance personnelle

Avez-vous souscrit un contrat d'assurance personnelle pour vous protéger des risques liés à votre mandat ?



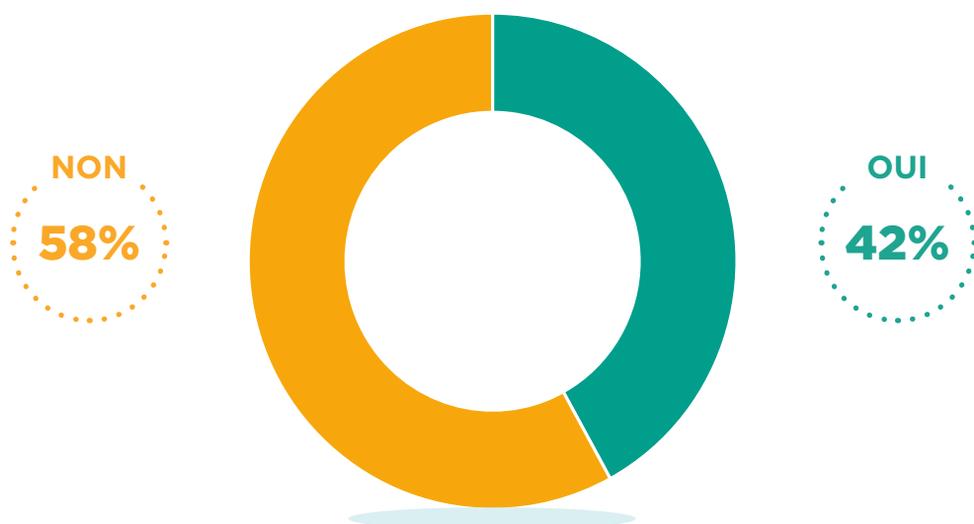
- Oui
- Non
- Ne sait pas, ne se prononce pas

Ensemble (264)
Une seule réponse possible

RÉSULTATS - PARTIE 1

La souscription et le recours à une assurance personnelle

Avez-vous déjà sollicité votre assureur au cours de ce mandat ?

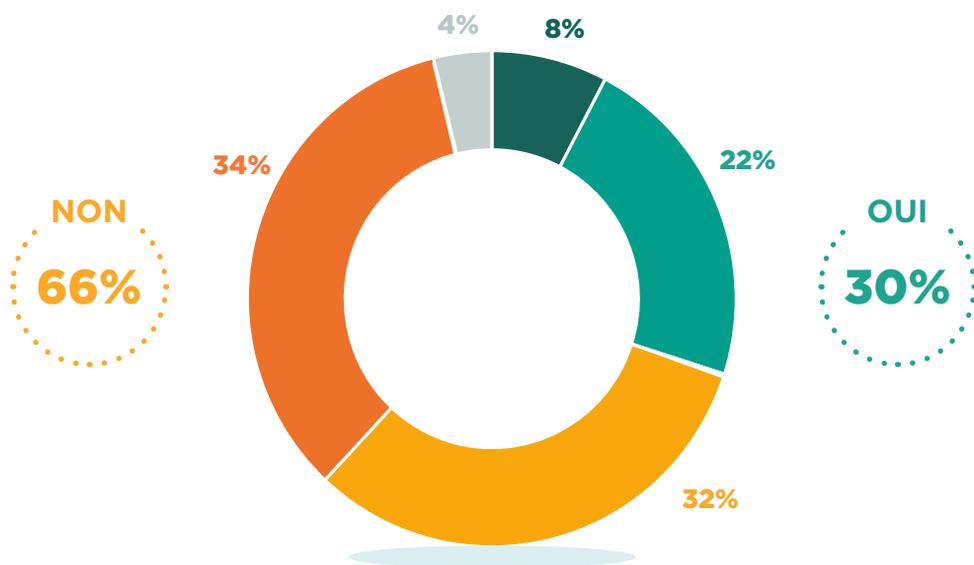


■ Oui
■ Non

*Élus ayant souscrit une assurance personnelle (165)
Une seule réponse possible*

Le risque comme frein à la candidature

Est-ce que le risque de mise en cause constitue un frein à votre candidature aux élections municipales de 2020 ?



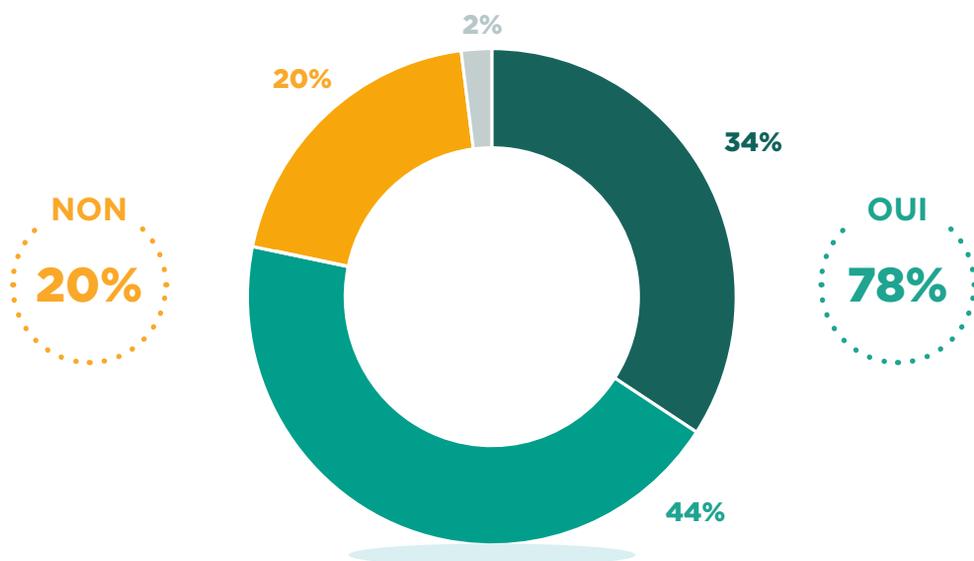
- Oui, tout à fait
- Oui, plutôt
- Non, plutôt pas
- Non, pas du tout
- Ne sait pas, ne se prononce pas

Élus municipaux (234)
Une seule réponse possible

RÉSULTATS - PARTIE 1

La connaissance de la charte de l'élu local

Dans quelle mesure connaissez-vous la charte de l'élu local ?



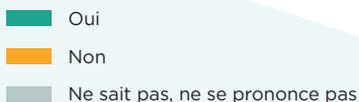
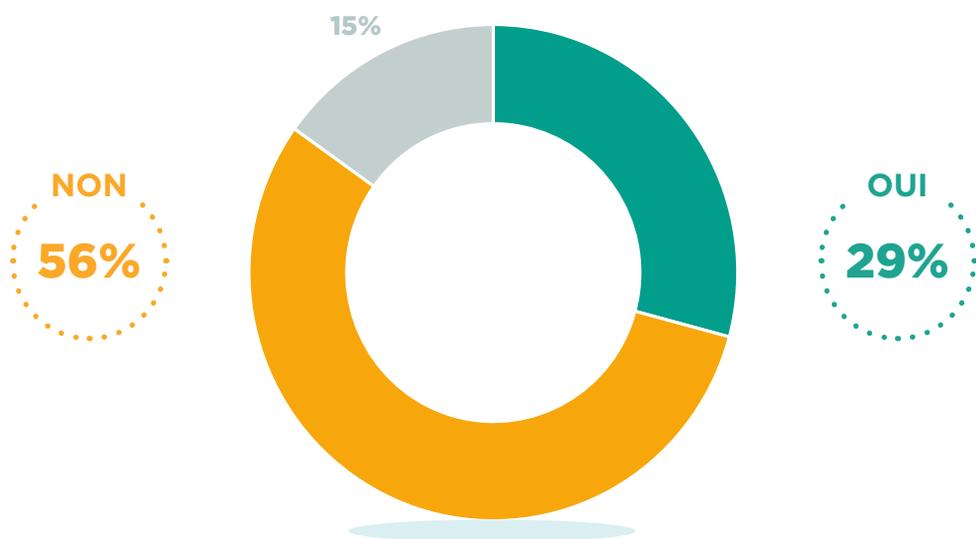
- Oui, je la connais bien
- Oui, je la connais de nom
- Non, je ne la connais pas
- Ne sait pas, ne se prononce pas

Ensemble (264)
Une seule réponse possible

RÉSULTATS - PARTIE 1

La responsabilité sur le patrimoine

Pensez-vous que les maires peuvent être responsables sur leur patrimoine dans certains cas de dysfonctionnement de la collectivité ?

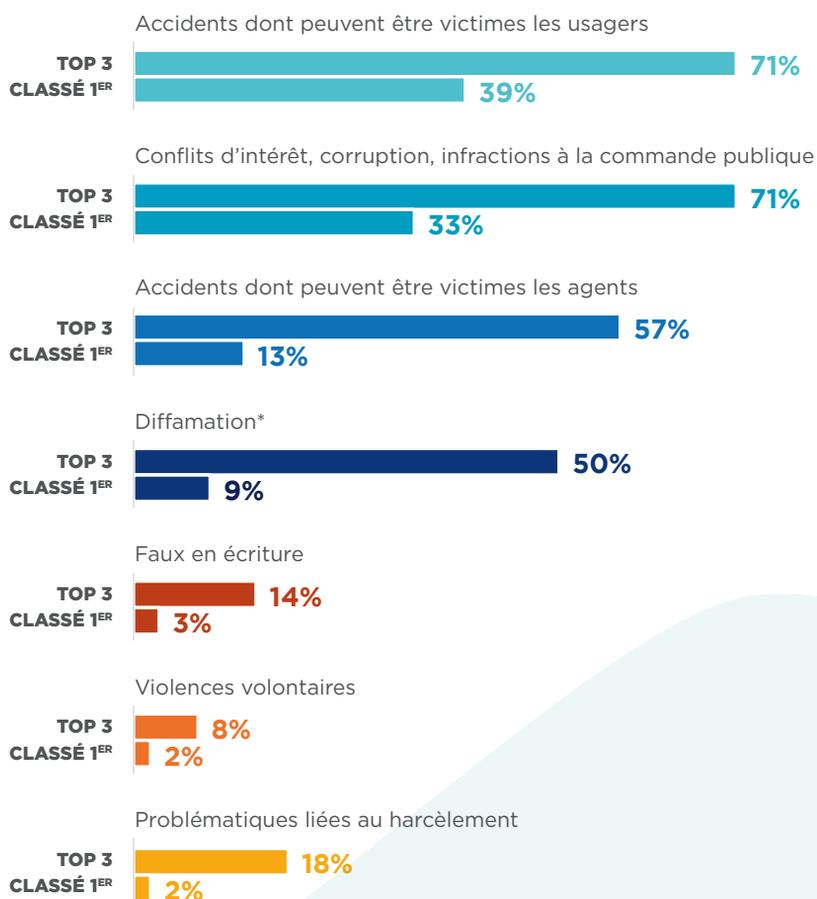


Ensemble (264)
Une seule réponse possible

RÉSULTATS - PARTIE 1

Les 3 motifs de poursuite pénale les plus fréquents selon les élus

Selon vous, pour quels motifs les élus sont-ils le plus souvent poursuivis pénalement ?

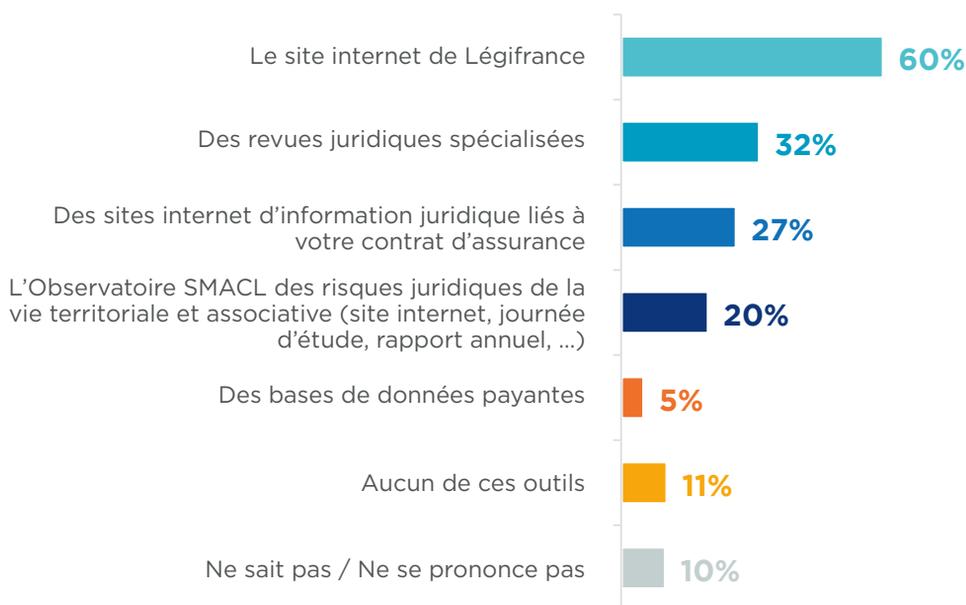


Ensemble (264)
Classement de 1 à 3 - Classement incomplet autorisé

* Dans le cadre de propos tenus lors du conseil municipal sur les réseaux sociaux, dans la presse...

Les outils connus par les élus pour faire face aux risques juridiques

Quels outils connaissez-vous pour faire face à des risques juridiques ?

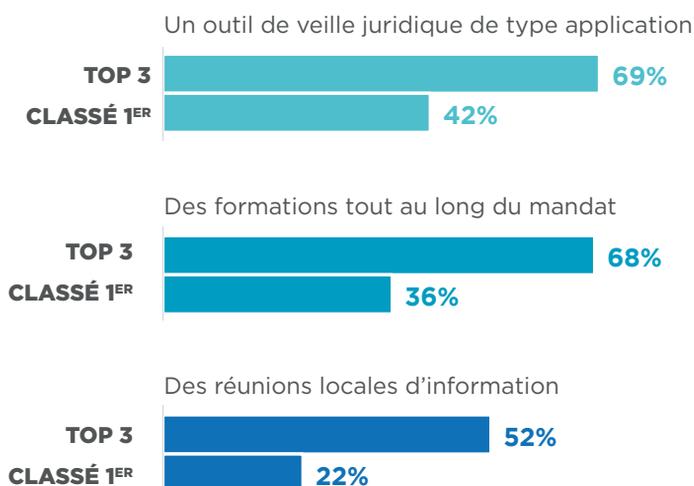


Ensemble (264)
Plusieurs réponses possibles
1,8 réponses en moyenne (hors ne sait pas / aucun)

RÉSULTATS - PARTIE 1

L'utilité des différents supports d'informations face au risque juridique

Qu'est-ce qui vous paraît le plus utile pour faire face aux risques inhérents à la fonction d'élu ?



Ensemble (264)
Classement - classement incomplet autorisé

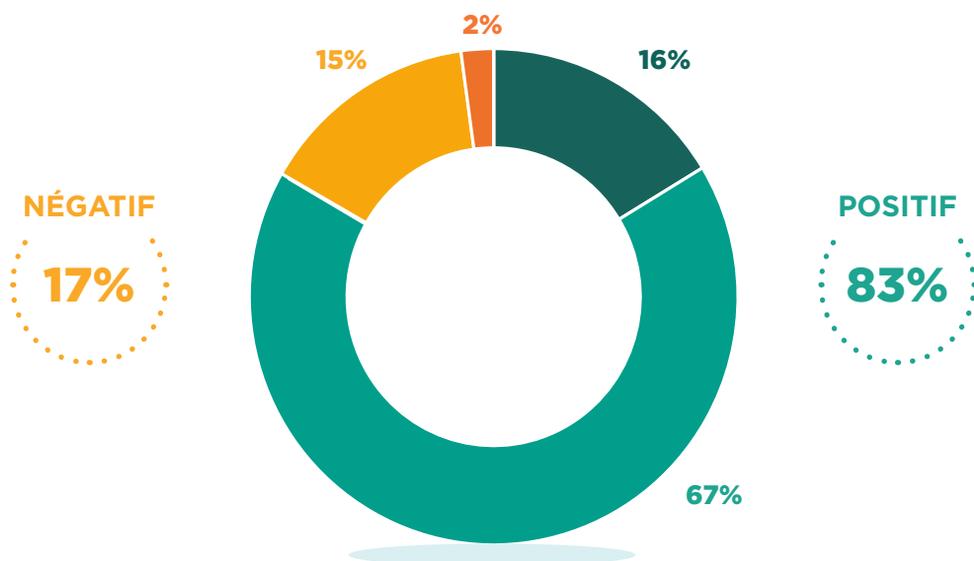
RÉSULTATS - PARTIE 2

**Le bilan
du mandat actuel**



Le bilan du mandat

Dans l'ensemble, ce mandat était... ?

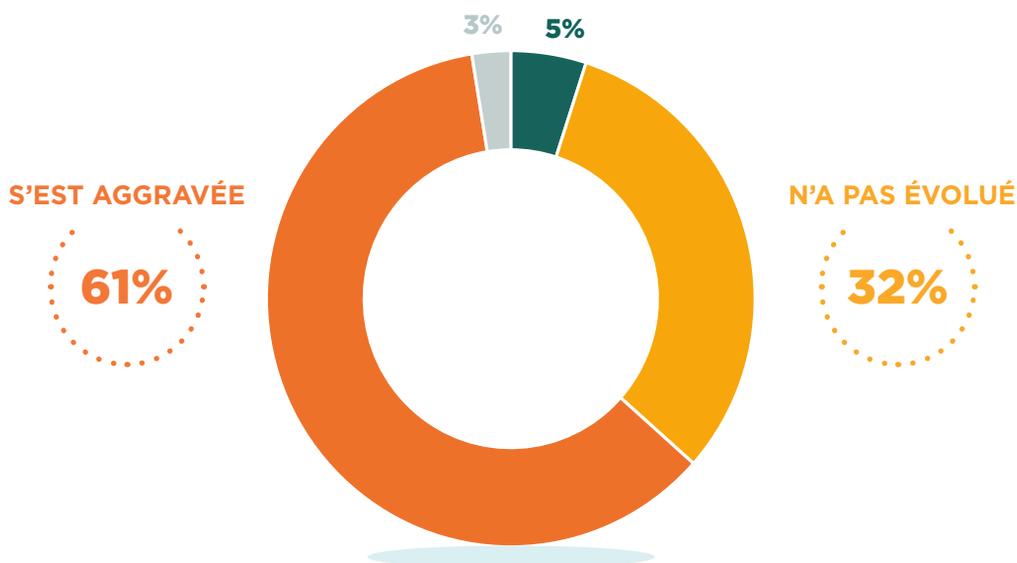


- Très positif
- Assez positif
- Plutôt négatif
- Très négatif

Élus municipaux (234)
Une seule réponse possible

L'évolution de la fracture territoriale

Selon vous, la fracture territoriale...

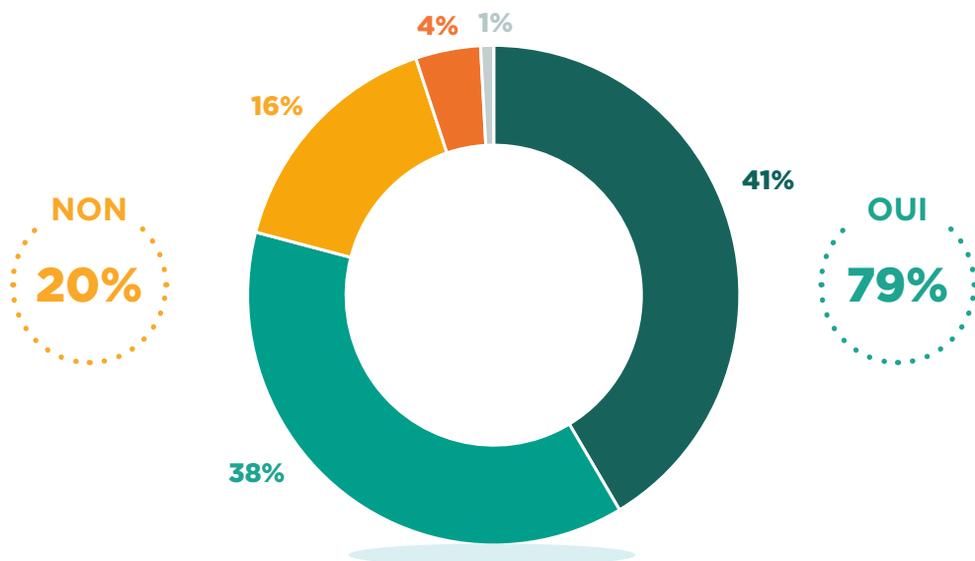


- S'est résorbée
- N'a pas évolué
- S'est aggravée
- Ne sait pas, ne se prononce pas

Élus municipaux (234)
Une seule réponse possible

Les effets des intercommunalités sur l'influence des maires

Estimez-vous que le développement des intercommunalités limite l'influence des maires ?

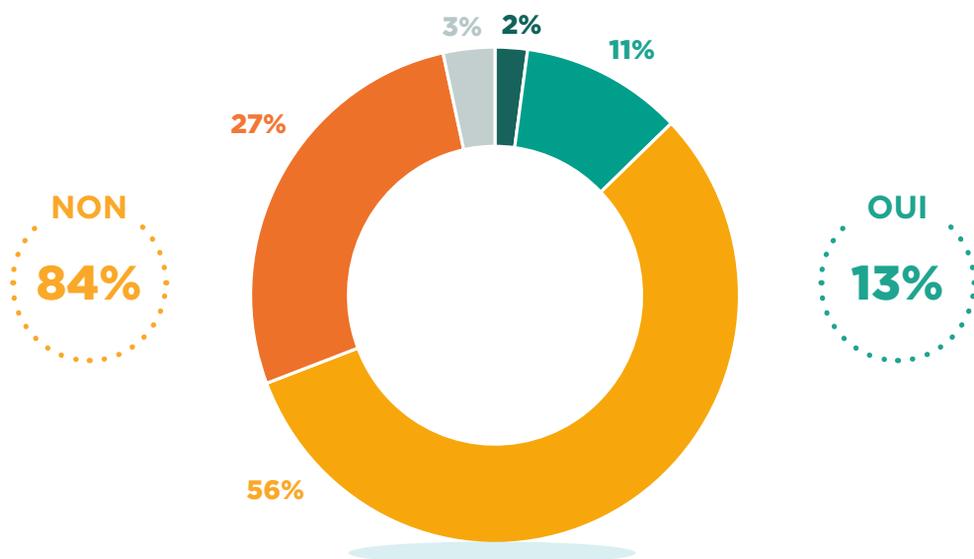


- Oui, tout à fait
- Oui, plutôt
- Non, plutôt pas
- Non, pas du tout
- Ne sait pas, ne se prononce pas

Élus municipaux (234)
Une seule réponse possible

L'influence des élus sur l'État

Pensez-vous pouvoir être entendu par l'État ?

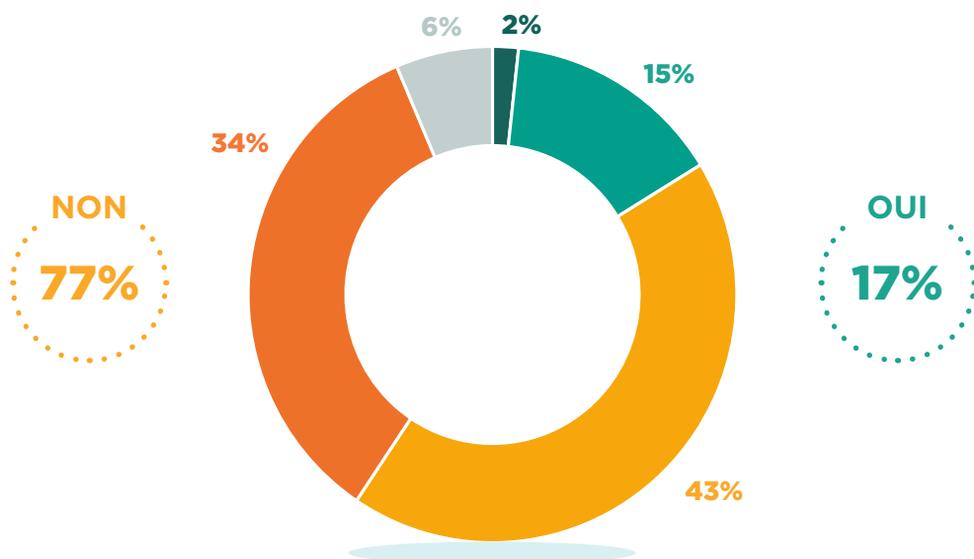


- Oui, tout à fait
- Oui, plutôt
- Non, plutôt pas
- Non, pas du tout
- Ne sait pas, ne se prononce pas

Élus municipaux (234)
Une seule réponse possible

La proximité de Macron avec les maires

Considérez-vous qu'Emmanuel Macron est suffisamment
proche des maires ?

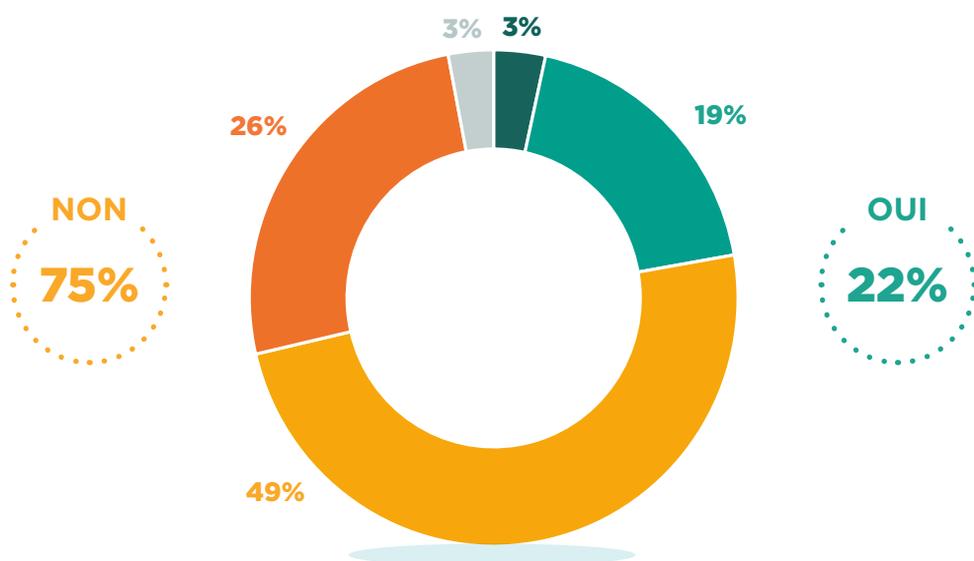


- Oui, tout à fait
- Oui, plutôt
- Non, plutôt pas
- Non, pas du tout
- Ne sait pas, ne se prononce pas

Élus municipaux (234)
Une seule réponse possible

Les ressources des communes

Les ressources allouées aux communes sont-elles suffisantes pour mener à bien vos missions de service public ?



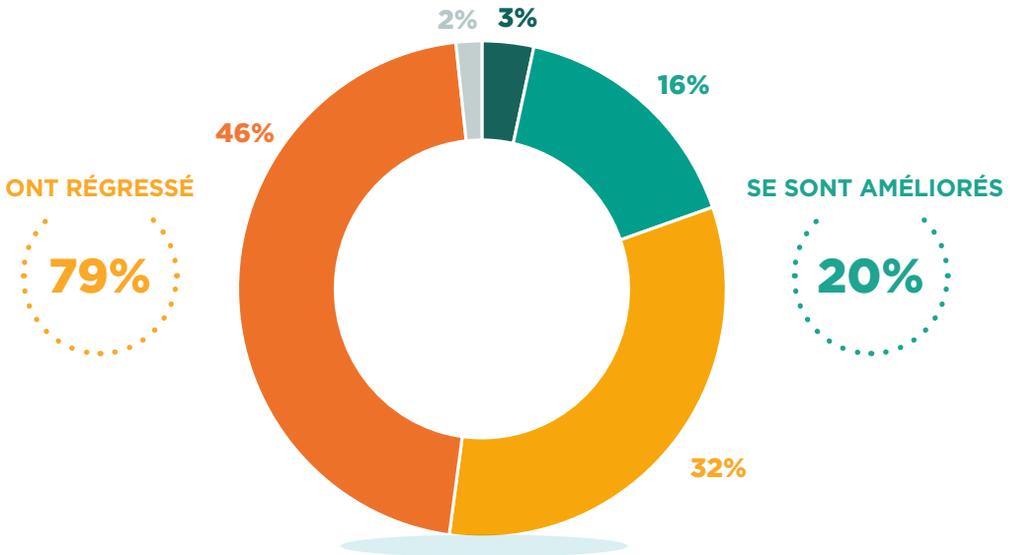
- Oui, tout à fait
- Oui, plutôt
- Non, plutôt pas
- Non, pas du tout
- Ne sait pas, ne se prononce pas

Élus municipaux (234)
Une seule réponse possible

RÉSULTATS - PARTIE 2

L'évolution des services publics

À vos yeux, les services publics...



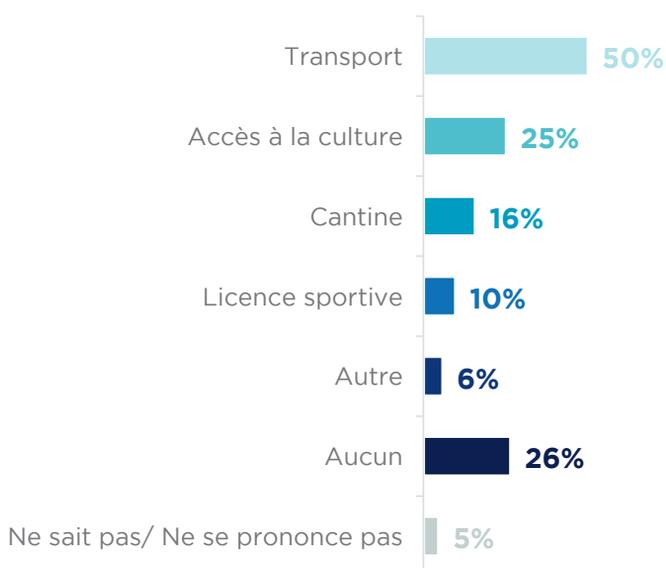
- Se sont sensiblement améliorés
- Se sont légèrement améliorés
- Ont légèrement régressé
- Ont sensiblement régressé
- Ne sait pas, ne se prononce pas

Élus municipaux (234)
Une seule réponse possible

RÉSULTATS - PARTIE 2

L'éventuelle gratuité de certains services

Parmi les services publics suivants, lesquels faudrait-il rendre gratuits ?

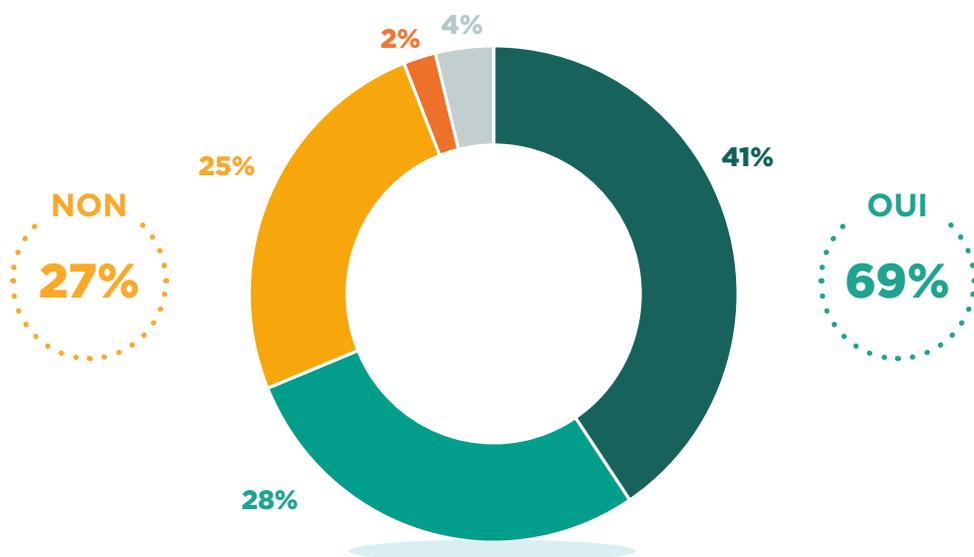


Élus municipaux (234)
Plusieurs réponses possibles
1,6 services en moyenne (hors ne sait pas / aucun)

RÉSULTATS - PARTIE 2

Le niveau d'indemnités de mandat de maire

Pensez-vous que les indemnités de mandat de maire doivent être augmentées ?



- Oui, sensiblement
- Oui, légèrement
- Non, elles sont au juste niveau actuellement
- Non, elles sont déjà trop élevées actuellement
- Ne sait pas, ne se prononce pas

Élus municipaux (234)
Une seule réponse possible

Le bilan du mandat actuel

Personnellement, quel bilan faites-vous du mandat actuel ?

BILAN NÉGATIF GLOBAL



BILAN MITIGÉ GLOBAL



BILAN POSITIF GLOBAL



- 19%** Manque de moyens financiers
- 10%** Bilan négatif concernant le développement des intercommunalités
- 10%** Population de plus en plus exigeante, développement d'une mentalité «consommateur»
- 9%** Charge trop prenante, épuisement
- 8%** Lourdeurs administratives, procédures de plus en plus complexes
- 6%** Expérience enrichissante, forte expérience humaine
- 5%** Perte de pouvoir du maire et/ou absence de décentralisation
- 5%** Perte de proximité
- 4%** Hausse de l'insécurité et des incivilités
- 3%** Pas assez d'accompagnement
- 3%** Attentes trop grandes par rapport aux pouvoirs du Maire
- 2%** Bilan positif concernant le développement des intercommunalités
- 2%** Population devenant procédurière, hausse des poursuites/recours juridiques
- 11%** Autre : propos sur l'équipe municipale, etc.
- 17%** Ne sait pas / ne se prononce pas

*Élus municipaux (234)
Question ouverte*

Le bilan du mandat actuel

Personnellement, quel bilan faites-vous du mandat actuel ?



« Un niveau d'exigence des administrés qui augmente dangereusement : des personnes qui deviennent de plus en plus procédurières et qui considèrent les maires comme des magiciens, des fonctionnaires qui doivent donc avoir réponse à tout et dans l'instant... »

Élu municipal, commune de moins de 2 500 habitants en région PACA, 46 ans, 2^{ème} mandat

« Un mandat riche mais épuisant sur certains aspects notamment le manque de visibilité quant aux ressources propres aux collectivités, une marche forcée vers l'intercommunalité, le manque de dialogue avec l'État... un pouvoir des maires qui s'appauvrit alors qu'ils sont en proximité directe. »

Élu municipal, commune comptant entre 2 501 habitants à 5 000 habitants en région Auvergne Rhône Alpes, 48 ans, 1^{er} mandat



« Face aux menaces et insultes les maires ne se sentent pas soutenus c'est pour cette raison que beaucoup ne se représenteront pas. »

Élu municipal, commune de moins de 2 500 habitants en région Haut-de-Seine, 72 ans, 2^{ème} mandat

Le bilan du mandat actuel

Personnellement, quel bilan faites-vous du mandat actuel ?



« Un bilan positif dans l'ensemble sauf sur deux points : la propreté et la sécurité. »

Élu municipal, commune de plus de 100 000 habitants, 57 ans, 2^{ème} mandat

« Une complication phénoménale qui déresponsabilise certains et crée un climat de « je ne sers à rien ». »

Élu municipal, commune comptant entre 20 001 habitants et 50 000 habitants en région PACA, 61 ans, 2^{ème} mandat



« Difficulté d'équilibre des budgets avec dotation en baisse. Population qui se plaint souvent pour des broutilles d'ordre personnelle. Activité qui demande une grande disponibilité pas toujours compatible avec une activité professionnelle. Possibilité de nombreuses rencontres enrichissantes. »

Élu municipal, commune comptant entre 2501 habitants et 5 000 habitants, en Pays de la Loire, 56 ans, 1^{er} mandat

Le bilan du mandat actuel

Personnellement, quel bilan faites-vous du mandat actuel ?



« Mandat difficile compte tenu des contraintes financières. Par contre, grandes possibilités d'obtenir des subventions. Prudence au niveau de l'évolution des dépenses de fonctionnement. Mandat qui requiert de plus en plus de compétences. Niveau d'exigences de nos concitoyens en augmentation constante. »

Élu municipal, commune comptant entre 20 001 et 50 000 habitants en Auvergne Rhône Alpes, 64 ans, 4^{ème} mandat

« Une bonne expérience qui m'a ouvert les yeux sur les innombrables difficultés des élus. »

Élu municipal, commune comptant entre 20 001 et 50 000 habitants en Auvergne Rhône Alpes, 70 ans, 1^{er} mandat



« Bilan riche et positif de l'évolution communale et intercommunales. »

Élu municipal, commune de moins de 2 500 habitants en IdF, 55 ans, 1^{er} mandat



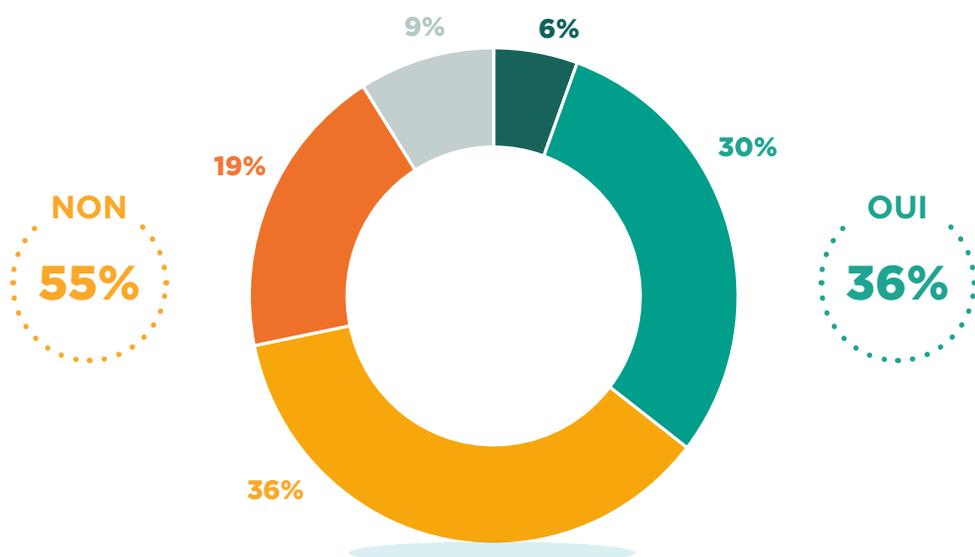
RÉSULTATS - PARTIE 3

Les prochaines élections



L'incidence de la crise des gilets jaunes sur la prochaine campagne

La crise des gilets jaunes va-t-elle changer quelque chose dans la prochaine campagne électorale ?

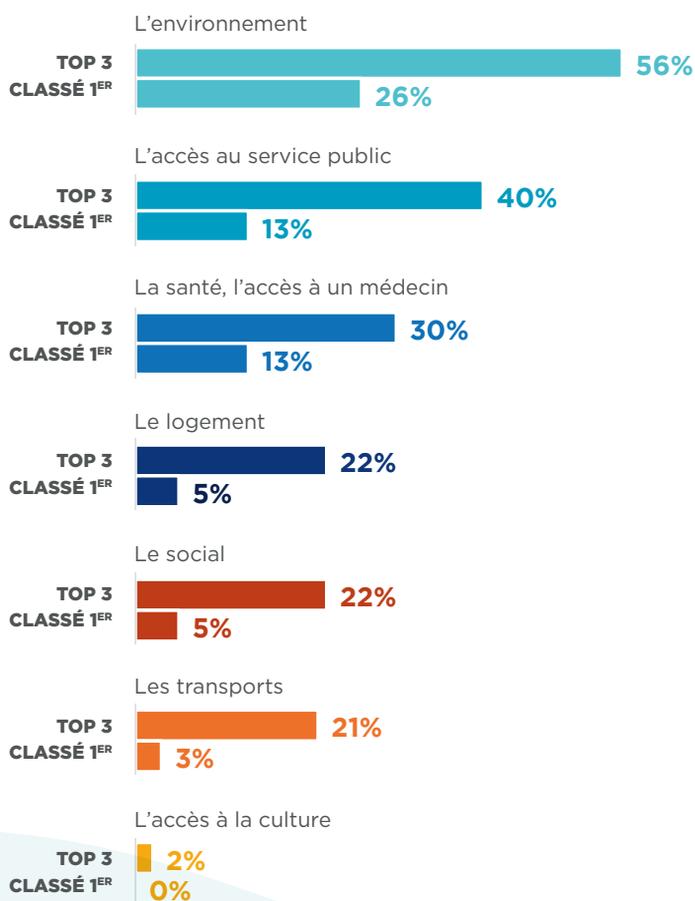


- Oui, tout à fait
- Oui, plutôt
- Non, plutôt pas
- Non, pas du tout
- Ne sait pas, ne se prononce pas

Élus municipaux (234)
Une seule réponse possible

Les principaux thèmes de la prochaine campagne

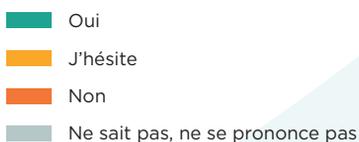
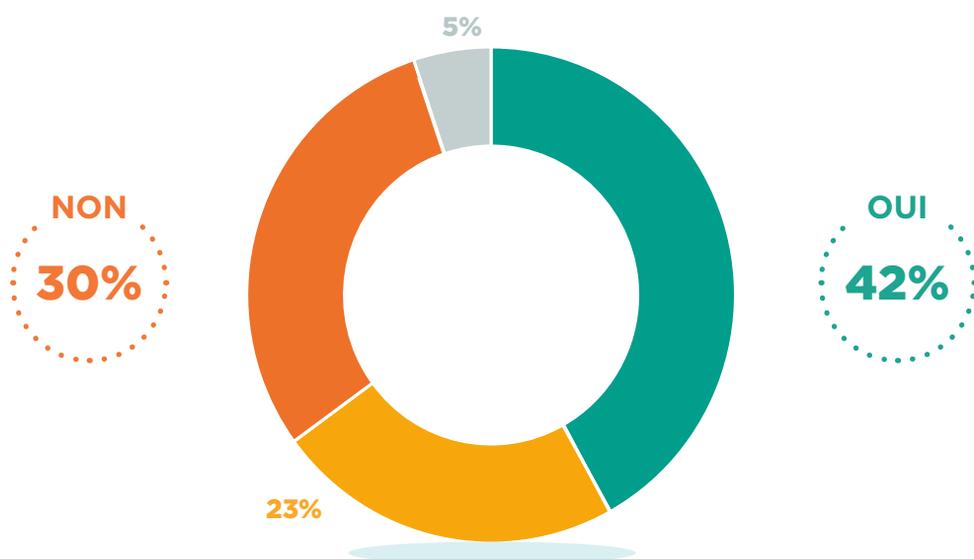
Parmi les thèmes suivants, quels vont-être les sujets les plus importants pour la campagne à venir ?



Élus municipaux (234)
Classement - Classement incomplet autorisé

Les intentions de nouvelles candidatures

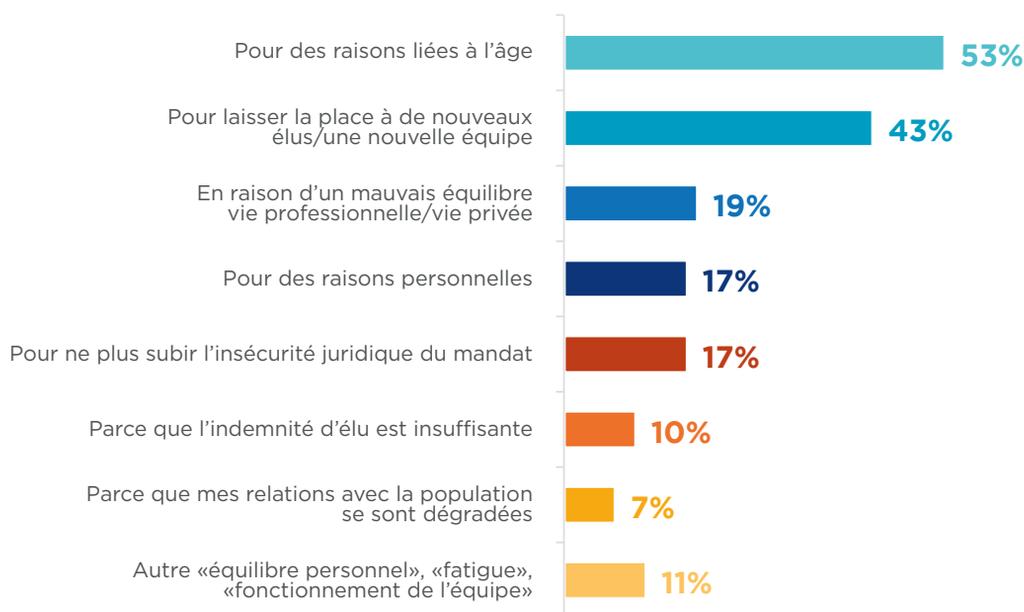
Comptez-vous vous représenter aux élections municipales de 2020 ?



Élus municipaux (234)
Une seule réponse possible

Les raisons contre une nouvelle candidature

Pour quelles raisons ne comptez-vous pas vous représenter ?

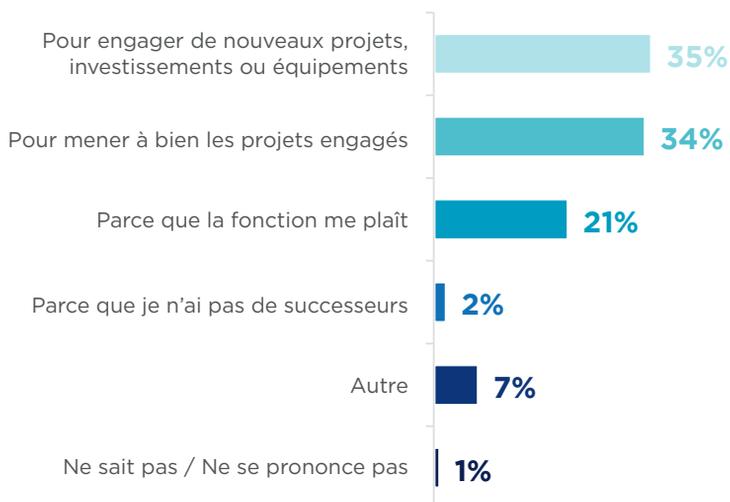


Élus municipaux ne comptant pas se représenter (70)
Plusieurs réponses possibles

RÉSULTATS - PARTIE 3

La principale raison pour une nouvelle candidature

Pour quelle raison principale comptez-vous vous représenter ?

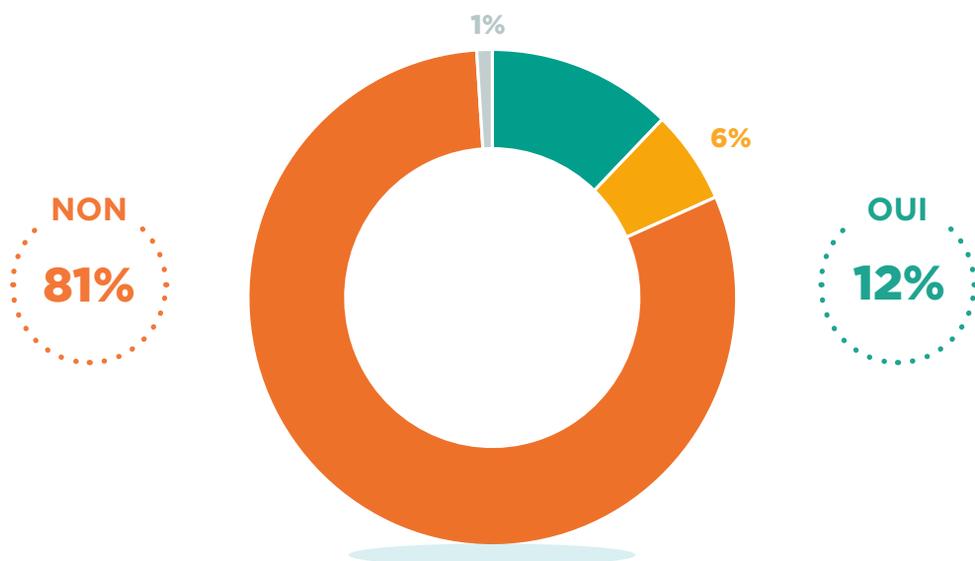


*Élus municipaux comptant se représenter (98)
Une seule réponse possible*

RÉSULTATS - PARTIE 3

L'intention d'afficher une étiquette politique

Avez-vous l'intention d'afficher une étiquette politique pendant la prochaine campagne électorale ?



- Oui
- J'hésite
- Non
- Ne sait pas, ne se prononce pas

Élus municipaux comptant se représenter (98)
Une seule réponse possible

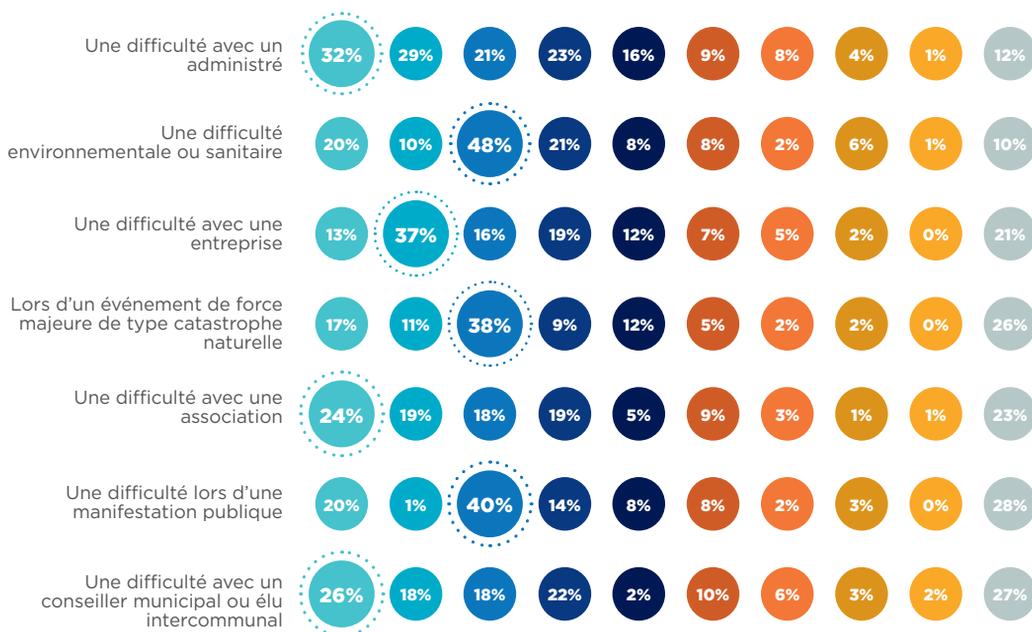
ANNEXES



ANNEXES

Les sources en fonction des problèmes

Plus spécifiquement, pour quels types de difficultés vous êtes-vous référés...



Associations des maires

Avocats

Services de l'État

Sites d'information juridique

Contrat d'assurance de votre collectivité

Ouvrages juridiques

Contrat de protection juridique personnelle

Contrat d'élu

Sociétés de conseil de communication

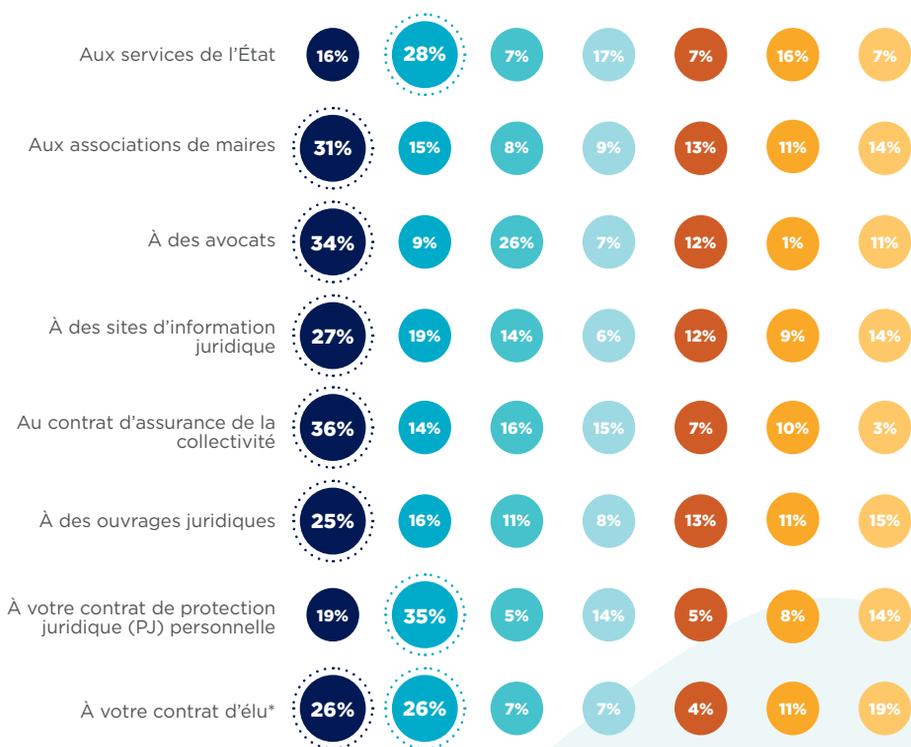
Ne sait pas / Ne se prononce pas

Ensemble (264)
Une seule réponse possible par ligne

ANNEXES

Les sources en fonction des problèmes

Plus spécifiquement, pour quels types de difficultés vous êtes-vous référés...



■ Difficulté avec un administré

■ Difficulté environnementale ou sanitaire

■ Difficulté avec une entreprise

■ Événement de force majeur de type catastrophe naturelle

■ Difficulté avec une association

■ Difficulté lors d'une manifestation publique

■ Difficulté avec un conseiller ou un élu intercommunal

Ensemble (264)
Une seule réponse possible par ligne

* De responsabilité civile et de défense pénale

À propos de SMACL Assurances

Créée en 1974, SMACL Assurances est la société mutuelle d'assurance des collectivités et établissements publics, des élus et des agents territoriaux. Elle couvre également les risques des entreprises, des associations, des particuliers, acteurs économiques de tous nos territoires. Elle accompagne pour leurs risques privés ou professionnels plus de **20 000 collectivités et établissements publics**, près de **50 000 associations et entreprises** (notamment de l'Économie Sociale et Solidaire) et plus de **40 000 particuliers** (élus, anciens élus et agents territoriaux, salariés de nombreuses entités publiques ainsi que les administrateurs, adhérents, bénévoles et personnels des associations et entreprises publiques).

Depuis le 1^{er} janvier 2019, SMACL Assurances a rejoint le Groupe VYV, 1^{er} acteur mutualiste de santé et de protection sociale en France.



smacl.fr



[@SmaclAssurances](https://twitter.com/SmaclAssurances)



smacl.fr

SMACL Assurances

141, avenue Salvador-Allende

79031 NIORT CEDEX 9

Tél. : + 33 (0)5 49 32 56 56

Fax : + 33 (0)5 49 73 47 20

Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes.

Entreprise régie par le Code des assurances - RCS Niort n° 301 309 605

LA MUTUELLE D'ASSURANCE DES TERRITOIRES

